L'épidémie de coronavirus est intervenue dans un contexte de mobilisation féministe internationale. Au moment de penser le monde d'après, cette nouvelle vague féministe souligne des enjeux centraux en particulier ceux du travail des femmes, salarié ou non, des violences de genre mais aussi des oppressions multiples, autant de questions centrales dans les gestion du confinement.

L'ouvrage *Féminismes dans le monde. 23 récits d'une révolution planétaire*, coordonné par Pauline Delage et Fanny Gallot et publié aux éditions Textuel, revient sur cette dynamique mondiale, en rendant compte de l'hétérogénéité des stratégies et des revendications mises en œuvre, tout en soulignant leurs connexions à d'autres mouvement sociaux.

Sous la forme de contributions originales ou d'entretiens, sont rassemblés dans le livre des textes de chercheuses, journalistes ou militantes féministes d'Algérie, Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, Égypte, Équateur, Espagne, France, Inde, Irak, Italie, Maroc, Mexique, Palestine, Sénégal, République dominicaine, Roumanie, Russie, Suisse, Syrie, Thaïlande et Tunisie.

Avant-propos – Des luttes féministes pour une révolution globale

Depuis les années 2010, les mouvements pour les droits des femmes et pour l'égalité se multi- plient dans différentes parties du monde. Partout, des femmes luttent contre les violences sexistes, comme en Inde, où des mouvements de protestation ont surgi à la suite d'un viol collectif en 2013 et en Amérique latine, avec le mouvement NiUnaMenos depuis 2015. En 2017, lorsque l'actrice Alyssa Milano reprend sur Twitter l'expression MeToo, qui avait été initialement utilisée dix ans plus tôt par la travailleuse sociale Tarana Burke, pour relayer les témoignages d'agressions sexuelles, une vague de dénonciation des violences sexistes sans précédent est alors lancée et se diffuse sur toute la planète. Dans le même temps, les femmes se mobilisent toujours pour les droits reproductifs. C'est le cas en Pologne en 2016, lorsque des féministes se mettent en grève pour protester contre un

projet de loi bannissant l'avortement ; ou encore en Irlande, au moment du mouvement *Repeal the 8th* pour la légalisation de l'IVG en 2018. Tout en prenant pleinement part aux soulèvements contre l'autoritarisme, le conservatisme et pour la justice sociale, elles ont avancé des revendications spécifiques aux femmes. Au cours des révolutions contre des régimes autoritaires du Printemps Arabe, certaines femmes sont non seulement devenues des figures de la protestation, comme Tawakul Karman qui s'est mobilisée sur les campus du Yémen ou Zainab Al-Khawaja qui a mené une grève de la faim à Barheïn, mais elles ont également rendu visibles les problèmes de violences sexuelles les affectant, comme l'ont fait les militantes de la place Tahrir en Égypte. Après l'accession à la présidence des États-Unis par Donald Trump, des femmes marchent chaque année depuis 2017 en réaction aux propos et comportements sexistes du président et pour protester contre les discriminations ; depuis l'élection de Jair Bolsonaro en tant que président du Brésil en 2019, les Brésiliennes continuent de se mobiliser contre l'extrême droite. Ces quelques exemples, dont on a connaissance de façon éparse à la faveur de leur médiatisation, ne sauraient résumer cette dynamique mondiale qui résonne jusqu'en France. Le 23 novembre 2019, deux jours avant la journée mondiale contre les violences faites aux femmes, près de 100 000 personnes se sont rassemblées en France pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles. Non seulement cette manifestation est probablement l'une des plus importantes de l'histoire des féminismes, mais elle ne fait qu'illustrer un contexte plus général où se tiennent quotidienne- ment des actions de rue contre ces violences, contre les féminicides notamment. Du monde politique au cinéma, en passant par l'université, la dénonciation des violences sexistes et sexuelles est de plus en plus visible.

Tant dans les médias que dans les discours politiques, certaines des questions soulevées par les féministes – en particulier les violences sexistes, les inégalités des salaires ou l'avortement –, sont omniprésentes. Ce contexte nouveau est le produit de décennies de mobilisations qui ont rendu légitime l'idée d'égalité entre les femmes et les hommes. Depuis les années 1970, des groupes et associations féministes continuent de se mobiliser pour la conquête des droits dans tous les aspects de la vie des femmes. De plus, des politiques publiques contre les violences masculines, contre les stéréotypes sexistes dans l'éducation et les inégalités dans le monde du travail se sont développées au niveau national. En France par exemple, depuis la loi Roudy en 1986 et celle « tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » en 2000, les lois sur l'égalité professionnelle et la parité en politique se sont imposées. Ni uniforme, ni linéaire, ce changement qui touche différents pays a accompagné ou a été renforcé par des impulsions internationales. Les organisations internationales ont en effet pris part dans la promotion des droits des femmes : l'ONU a ainsi organisé des conférences mondiales, comme à Mexico en 1975, à Copenhague en 1980, à Nairobi en 1985 et à Pékin en 1995, invitant les États à mettre en œuvre des politiques favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes. L'imposition de l'idée d'égalité portée par des institutions, des associations ou le monde militant, certes de façon et selon des logiques différentes, se confronte toujours à la réalité : les inégalités perdurent. En témoignent, entre autres, le différentiel de salaire entre les hommes et les femmes, de 24 % en France[1], les violences masculines que subissent les femmes[2], la division du travail et le travail domestique qui continuent de leur incomber[3].

C'est dans ce contexte, de persistance des inégalités face à l'écho du discours pour l'égalité, qu'une nouvelle vague féministe semble envahir la planète. En fonction des configurations historiques locales et nationales, on évoque parfois une troisième ou une quatrième vague pour désigner la séquence actuelle de promotion des droits pour les femmes[4]. En effet, la première correspond aux revendications pour le suffrage au XIXe

siècle et début du XXe siècle, la deuxième au droit à disposer de son corps et à la politisation de la sphère privée dans les années 1970. En suivant des temporalités différentes en fonction des pays, la troisième vague chercherait à interroger l'universalité de l'expérience des femmes, d'une part, dans une approche intersectionnelle, en soulignant leur diversité socio-raciale et sexuelle, d'autre part, dans une perspective queer, en interrogeant la binarité des sexes et des genres. Si l'on accepte cette périodisation, la quatrième serait celle que l'on connait actuellement. À la fois hétérogène et marquée par l'accélération de la circulation internationale rendue possible par les réseaux sociaux, elle accompagne et reconfigure les contestations sociales et écologiques d'ampleur qui surgissent partout : la cause féministe n'est plus considérée comme spécifique, elle irrigue l'ensemble de la société. Cette chronologie est débattue : d'abord, parce que l'historiographie en termes de vagues tend à invisibiliser les mouvements féministes qui existent entre les pics de mobilisation ; ensuite, parce que l'existence d'une troisième vague est minimisée pour certaines, surévaluée pour d'autres[5]. Peu importe : le féminisme protestataire, qui conteste le monde tel qu'il est et qui agit en premier lieu en dehors des institutions, se voit ravivé à l'échelle globale.

En fonction des contextes des différents pays, les stratégies d'action et les mots d'ordre déployés par les militantes sont variés ; c'est pourquoi on ne saurait parler d'un féminisme, au singulier. Face au pouvoir politique et au féminisme promu par et dans les institutions, les mouvements se recomposent et proposent des modes d'actions et des revendications propres. Cela étant, on peut dresser certains traits communs. Du point de vue de la diffusion, le développement des réseaux sociaux et la forte médiatisation ont favorisé la circulation des revendications et des modes d'action. Pensons bien sûr au lancement de #MeToo qui a permis un mouvement mondial sans précédent contre les violences, mais aussi à la performance des féministes chiliennes de Las Tesis affirmant « le violeur, c'est toi » qui a d'abord eu lieu à l'occasion du 25 novembre 2019 avant d'être reprise aux quatre coins du monde. Du point de vue des revendications, parmi les enjeux les plus visibles figure la dénonciation des violences fondées sur le genre. Mais ces violences ne se limitent pas à celles exercées contre les femmes, toutes les minorités de genre s'organisent contre les stigmatisations. Par ailleurs, l'articulation des oppressions et le fait de penser les minorités et la place des personnes subissant le racisme, l'oppression de classe ou liée aux sexualités dans les mouvements féministes sont dorénavant centraux. Comment construire des revendications communes sans occulter ou écraser les trajectoires sociales et les expériences subjectives diverses ? Se pose dans le même temps la question des liens avec des mouvements sociaux qui ne sont pas uniquement centrés sur le sexisme : comment construire une mobilisation qui prend en compte l'antiracisme et les oppressions liées aux sexualités ? Quelles formes d'alliances peuvent être créées ? Enfin, du point de vue des modes d'actions, outre les manifestations et les performances de rue, la grève féministe est portée dans de nombreux pays. En 1975, 90 % des Islandaises sont en grève pour revendiquer l'égalité des femmes et des hommes dans le monde du travail et la reconnaissance du travail domestique. Le 14 juin 1991, les Suissesses font de même pour l'égalité des salaires, le congé de maternité et le droit à l'avortement. Depuis l'appel international des femmes argentines de 2016, de nouvelles grèves féministes sont organisées en Espagne, en Suisse, en Belgique, en Italie etc. En incluant l'arrêt du travail domestique et des soins, cette forme d'action interroge ce qui est considéré comme « travail » d'une part, donne un sens nouveau à l'instrument de la « grève » d'autre part. La grève met alors en lumière la contribution des femmes non seulement au travail productif, sur le marché du travail, mais aussi au travail reproductif, c'est-à-dire à l'entretien de la vie et au soin des autres, qui est mis en œuvre de manière salariée ou gratuite. Comme l'expliquent plusieurs contributions, il s'agit alors de bouleverser radicalement, le temps

d'une journée, l'ordre social en collectivisant et en visibilisant des tâches souvent exercées par des femmes dans les huis clos des foyers. En restant connecté à d'autres luttes, cet élan féministe non seulement s'inscrit dans d'autres mouvements sociaux, qu'ils soient écologiques, décoloniaux, contre l'autoritarisme, mais il les renouvelle en y insérant la perspective féministe et en apportant un lot de militantes politisées.

C'est de ce mouvement mondial et multiforme que traite cet ouvrage. Parce que nous avons nous-mêmes été parties prenantes de ces mobilisations, nous avons voulu donner à voir certaines des luttes féministes qui ont eu lieu de par le monde, en décrivant leurs ressorts politiques et pratiques, les obstacles spécifiques auxquels elles se sont confrontées ainsi que leurs victoires. À travers des témoignages directs et des articles, nous avons cherché à rendre compte de l'expérience des militantes elles-mêmes. Même si tous les pays et tous les mouvements ne sont mal- heureusement pas représentés dans ce livre, il s'est agi de souligner la multitude des modes d'actions – manifestations, grèves, blog, documentaires… –, des types d'organisations – mouvements, collectifs, partis, syndicats – ainsi qu'une palette diversifiée de revendications existantes. Chaque enjeu politique ou stratégique présenté par ces mouvements illustre la grande richesse des questionnements féministes qui gravitent cependant toujours autour d'un objectif commun : construire des droits des femmes, pour toutes les femmes.

In fine, la perspective internationale fait rejaillir la question de la constitution d'un internationalisme féministe, de réseaux de solidarité et de mobilisations capables de dépasser le cadre national sans l'écarter. Développé à partir du XIXe siècle pour structurer le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, l'internationalisme pourrait constituer un prolongement de mobilisations féministes qui sont fragmentées tout en étant liées entre elles, tournées autour de revendications proches mais qui sont mises à l'épreuve des contextes sociaux et politiques locaux. Les Argentines en appellent d'ailleurs de leurs vœux dans leur appel international à la grève féministe pour le 8 mars 2017 :

> « Nous tissons un nouvel internationalisme. À partir des situations concrètes qui sont les nôtres, nous interprétons la conjoncture. Nous voyons comment face au virage néoconservateur dans notre région et dans le monde, le mouvement de femmes émerge comme une puissance alternative ». Ce livre montre ainsi en quoi cette dynamique féministe mondiale peut permettre de lutter durablement pour un autre projet de société, émancipateur pour toutes et tous ».

références

références

⇧**1** Rachel Silvera, *Un quart en Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaire,* Paris, La Découverte, 2014.

⇧2 Les enquêtes statistiques Enveff (Enquête nationale sur les violences faites aux femmes en France), coordonnées par l'Institut de démographie de l'université Paris 1 (Inup) et réalisées par une équipe de chercheures du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut national des études démographiques (Ined) et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) en 2000, plus récemment, CVS (Cadre de vie et sécurité), menées chaque année depuis 2007 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale (ONDRP) et le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) depuis 2014, ou encore Virage (Violences et rapports de genre), réalisées en 2015 par l'Ined, rendent compte de l'étendue des violences sexistes et sexuelles.

⇧3 Les enquêtes Emploi du temps de l'Insee documentent ce différentiel, voir Clara Champagne, Ariane Pailhé et Anne Solaz, « Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans ? », *Économie et statistique*, n° 478-479-480, 2015.

⇧4 Aurore Koechlin, *La Révolution féministe*, éditions Amsterdam, 2019.

⇧5 Bibia Pavard, « Faire naître et mourir les vagues : comment s'écrit l'histoire des féminismes », Itinéraires [En ligne], 2017-2 | 2018, mis en ligne le 10 mars 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : http://journals.openedition.org/itineraires/3787 ; DOI : 10.4000/ itineraires.3787